

L'Italie contribuera à la construction de l'installation de Potchep. L'Allemagne est disposée à participer à la construction de celle de Leonidovka; un échange de notes verbales est d'ailleurs en cours à cet égard. Enfin, la Grande-Bretagne et le Canada envisagent une aide pour l'installation de Kizner.

Le Canada, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la Finlande et la Suisse financent par ailleurs des centres d'information publics dans les environs de certaines de ces installations.

Démantèlement des sous-marins nucléaires et travaux connexes

Le démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés par la Marine russe est une autre priorité établie à Kananaskis. Il s'agit d'une activité complexe comportant le transport des sous-marins, le retrait de leur combustible, leur démantèlement ainsi que l'entreposage sécuritaire des compartiments de réacteur.

Des progrès substantiels ont été faits depuis 2002. En effet, 61 sous-marins ont été démantelés à ce jour, dont 17 avec l'aide des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, du Japon et de la Norvège. Les activités se sont surtout déroulées dans le Nord-Ouest de la Russie, mais il y en a eu également dans l'Extrême Orient russe.

Outre le démantèlement des sous-marins, les projets du Partenariat mondial portent aussi sur la mise en place de l'infrastructure nécessaire à la sécurisation des matières nucléaires afférentes. Figurent parmi les projets clés en cours :

- la construction, avec le concours financier de l'Allemagne, d'une installation pour l'entreposage à long terme de 150 compartiments de réacteur dans la baie de Sayda (la mise en service de la première section de cette installation se fera le 18 juillet 2006);
- la remise en état de l'installation de stockage du combustible irradié dans la baie Andreïev, grâce à l'aide financière du Royaume-Uni, de la Norvège et de la Suède;
- le réoutillage de l'incinérateur de déchets nucléaires au chantier Zvezdochka, financé par la France;
- un navire polyvalent pour le transport des matières nucléaires (et matières connexes), financé par l'Italie;

- une installation de stockage du combustible irradié, à la base d'Atomflot, Mourmansk, financée par le Royaume-Uni. Pour sa part, le Canada a contribué financièrement à l'amélioration de l'environnement à Zvezdochka.

Les parties continuent de recourir avec succès à l'Accord-cadre sur le Programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie, lequel a permis la mise en œuvre de la « fenêtre nucléaire » du Partenariat environnemental de la dimension septentrionale (NDEP). Cette fenêtre comporte plusieurs projets nucléaires multilatéraux et bilatéraux, comme des programmes de remise en état à Gremikha, financés par la France, le NDEP et l'Union européenne.

Au 1^{er} décembre 2005, les parties avaient accumulé 70 114 000 euros pour la « fenêtre nucléaire » du NDEP. À ce jour, trois contrats ont été conclus, pour la somme de 19,1 millions d'euros. Les parties prévoient investir jusqu'à 150 millions d'euros dans ce programme d'ici la fin de 2008.

Élimination des matières fissiles

En 2000, les États-Unis et la Fédération de Russie ont convenu que chacun allait convertir en des formes non militaires 34 tonnes de plutonium de qualité militaire dont ils ont déclaré ne plus avoir besoin pour leurs programmes de défense. Comme plusieurs pays ont mis des fonds de côté à cette fin, il est à espérer que les questions en suspens seront réglées, de manière que cette importante activité puisse démarrer.

Les États-Unis et la Russie ont aussi convenu d'une approche commune pour régler la question de la limitation de la responsabilité, qui contribuera à ancrer ce programme et d'autres projets sur une assise solide à long terme.

Emploi des anciens scientifiques de l'armement

Depuis 2002, les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon ainsi que d'autres pays ont financé au-delà de 1 400 projets de recherche auxquels ont participé plus de 17 000 anciens scientifiques de l'armement, par l'entremise du Centre international des sciences et de la technologie (CIST), situé en Russie, et du Centre des sciences et de la technologie de l'Ukraine (CSTU). Au cours de l'année à venir, les États parties baigneront de fonds analyseront les activités et les mesures susceptibles d'améliorer encore davantage l'efficacité des deux Centres.